



U . T . M .

UNION DES TROUPES DE MONTAGNE

Maison de l'Armée - rue Cornélie Gémond - B.P. 1408 - 38023 Grenoble Cedex 1
tél. 04.38.37.44.07 e-mail : union-troupes-montagne@orange.fr
fax. 04.38.37.44.09 site internet : www.union-troupes-montagne.asso.fr



Affiliée à la Fédération Nationale André Maginot : n° 235

INFO AFGHANISTAN N° 21

Le colonel Durieux a commandé le GTIA du 2° REI déployé en Surobi de juillet 2009 à janvier 2010.

Le 11 mars 2010, il participait à un point presse au ministère de la défense.

Voici son témoignage.

Je suis le colonel Benoît DURIEUX, j'ai commandé le GTIA Surobi, le bataillon déployé en Surobi entre le mois de juillet dernier et le mois de janvier.

Très rapidement, le bataillon que je commandais était formé à partir d'une ossature fournie par le 2ème régiment étranger d'infanterie qui est stationné à Nîmes. On était à peu près huit cent vingt dans le bataillon (90 % de légionnaires donc qui représentaient à peu près quatre-vingts nationalités). On avait trois compagnies d'infanterie à 150 personnes, un escadron sur véhicules blindés légers, un escadron de reconnaissance, une petite compagnie de génie avec deux sections et puis une batterie d'artillerie avec des mortiers de 120 mm et des canons César de 155 mm.

Nous avons commencé notre mission dans le cadre de la région capitale (RCC) qui était commandée à ce moment-là par la France, par le général Stollsteiner puis par le général Druart. Cette région était sous la responsabilité tripartite des Italiens, des Turcs et des Français. Nous nous occupions la partie nord (donc le district de Surobi à l'Est et puis le Nord de Kaboul).

Puis, à partir du 1er novembre, il y a eu la ré-articulation du dispositif français et donc le bataillon s'est concentré dans la région de Surobi et dans le sud de la Tagab. Et on est resté sous les ordres du général Druart, qui avait changé de fonction puisqu'il est devenu commandant de la brigade française (la Task Force La Fayette), avec le bataillon français Kapisa au Nord en Kapisa et nous au Sud en Surobi.

Alors, un petit focus sur le district de Surobi. C'est un district qui regroupe environ 140 000 habitants (c'est une estimation, il est difficile d'avoir des chiffres exacts). Il y a un bataillon de l'armée nationale afghane (ANA) avec environ 300 militaires, et quelques centaines de policiers afghans. C'est un district qui comprend plusieurs vallées : au Sud, les vallées de Tizin et de Jagdalay, au Nord, la vallée d'Uzbeen. Au centre, la ville de Surobi qui est une

ville qui a été créée dans les années 1960 autour des barrages hydroélectriques créés initialement par les Russes mais avant l'invasion soviétique. « on parle beaucoup de contre-insurrection (...) la situation était radicalement différente » Pour revenir sur la mission qu'on a remplie et la façon dont on essaie de la remplir, on parle beaucoup de contre-insurrection et quand on parle de contre-insurrection en Afghanistan, il y a des images qui reviennent et, immédiatement, on a un peu l'impression qu'on rejoue la guerre du Viêt-nam, la guerre d'Indochine ou la guerre d'Algérie et ce n'est pas du tout le cas. La situation était radicalement différente.

Je voudrais mettre l'accent sur **trois traits majeurs**, à mon sens, de cette mission en Afghanistan qui permettent peut-être d'éclairer l'action que peuvent mener aujourd'hui les forces françaises, mais plus largement les forces occidentales, en Afghanistan.

D'abord, il faut bien voir qu'il n'y a pas un mouvement taliban aussi bien structuré que pouvait l'être le Vietminh ou le Vietcong dans les conflits auxquels je faisais allusion. Il y a des insurgés qui sont réunis par groupuscules et qui ont chacun leurs intérêts, leur agenda, leur chef et qui n'obéissent, en réalité, à personne. Ils acceptent bien l'argent que peuvent leur donner des instances talibanes extérieures mais sinon ils obéissent difficilement. Et ils ont surtout des motivations, en réalité, économiques. Ce sont des mini seigneurs de la guerre locaux. Des minis parce que souvent, ils contrôlent dix, quinze, vingt combattants.

Le deuxième point, c'est que c'est une société très pudique et très différente de la nôtre. La population, c'est un enjeu central. Mais il ne faut pas être tout le temps sur le dos de la population. C'est une population qui a besoin de vivre de manière autonome. C'est une société très ancienne qui vit avec des règles bien établies. Il faut donc être très actif mais aussi avoir une grande forme de discrétion vis-à-vis de cette population.

Et puis, dernier point, c'est un peu une formule – « libérer les cœurs et les esprits plutôt que les conquérir ». Je crois qu'ils vivent très bien sans nous de toute façon. Et en revanche, ils ont besoin qu'on les aide. Et libérer les cœurs et les esprits, cela veut dire quoi ? Pour prendre un exemple, avec l'armée afghane, on a des rapports d'estime, de confiance très importants mais ce qui est très important aussi, même au niveau local – et c'est ce qu'on a essayé de faire – c'était de leur laisser le maximum de liberté, de leur donner tous les moyens d'initier des missions et ensuite de les remplir sans nous. Et le jour où nous aurons réussi à ce qu'ils remplissent parfaitement les missions sans nous, évidemment, nous aurons gagné.

S'appuyer sur les équilibres existants, le jeu du mikado.

L'Afghanistan, c'est un pays extrêmement divers et, certainement, vous aurez d'autres sons de cloche par d'autres responsables dans d'autres régions d'Afghanistan. Mais la société, en Surobi en tout cas, est une société complexe. Il n'y a pas d'un côté – pour reprendre des expressions anglo-saxonnes – les good guys et puis les bad guys [les bons et les méchants]. Il y a une société avec, d'un côté, c'est vrai, des talibans ou au moins des insurgés très fondamentalistes puis à l'autre extrémité du spectre, les partisans très loyaux du gouvernement. Mais entre les deux, il n'y a jamais de coupure, il y a un réseau continu de liens ethniques, de liens familiaux, de liens tribaux, de souvenirs communs, de projets, d'antagonismes, d'intérêts partagés. Ce qui fait qu'au final, il faut repousser au maximum la limite qui sépare ceux qui sont d'accord pour travailler à la stabilisation de la situation de ceux qui, au contraire, cherchent à envenimer les choses.

Ce dont il s'agit, c'est donc de **bien utiliser la force militaire en vue d'un objectif politique local**. Là aussi, il y a **trois piliers à notre action**.

D'abord, comprendre avant d'agir. Ça paraît une évidence mais il faut vraiment ne pas taper dans la fourmilière, donc il faut essayer de voir ce qui se passe, de comprendre.

Deuxième point, il y a des zones où cela se passe bien, où il faut que cela continue et

essayer d'en faire des vitrines en essayant de développer les contacts les plus étroits possibles avec des gens que l'on voit régulièrement. Et donc essayer d'étendre les zones les plus stables possibles.

Et, dernier point, s'appuyer sur les équilibres existants.

Cela fait référence au jeu du mikado, ce jeu où il faut ranger les petites baguettes sans les faire bouger. Pour jouer au mikado, d'abord, il faut bien saisir comment se présente l'équilibre des différentes petites baguettes entre elles. Là, c'est exactement la même chose. Si on fait un geste de travers, on risque de tout faire tomber et de perdre. Mais en même temps, parfois, un seul joli coup et on peut régler la situation de manière durable, on peut gagner assez vite. Cela fait peut-être finalement la différence avec une analogie fréquemment employée, celle de la tâche d'huile, qui est aussi valable puisque c'est quand même quelqu'un qui avait certains crédits en la matière, le maréchal Lyautey. Mais là il y a cette notion d'instabilité qui me paraît très importante.

Petit focus sur la vallée d'Uzbeen dans notre zone, parce qu'elle a pris une valeur symbolique. La situation s'est, à mon sens, bien améliorée et je crois que tous les gens qui sont sur place le disent et en sont conscients. (sur la carte à l'écran) La zone en bleu clair ne marque pas une zone qu'on serait censés contrôler parce que ce n'est pas du tout notre mission de contrôler l'Afghanistan, bien évidemment. En revanche, c'est la zone où, globalement, on se déplace sans difficulté, sans craindre des IED ou bien des attaques à chaque fois. Là, c'était en septembre 2008. Ensuite il y a eu le 3ème régiment de parachutistes d'infanterie de marine qui, en quelques mois, a vraiment bien avancé dans cette vallée, est allé même plus au Nord. On peut considérer que lorsqu'ils partent, la situation s'est bien améliorée, notamment au sud de la vallée d'Uzbeen.

Ensuite il y a eu le 1er régiment d'infanterie qui a permis – et c'est très notable – au mois d'avril [2009], de mettre en place un combat outpost (un poste de combat avancé) [au centre de la vallée d'Uzbeen] avec, dans un premier temps, l'armée afghane qui s'est installée.

Enfin, nous sommes arrivés. On s'est installés dans ce même poste à partir du mois d'août 2009. Voilà donc quelques données assez factuelles sur la situation en Surobi, sur la mission telle que peut la percevoir et essayer de la remplir, aujourd'hui, un bataillon pendant six mois.

QUESTIONS SUR...

LA STRATEGIE / L'ARMEE NATIONALE AFGHANE

Question :

Cela fait un moment maintenant que la stratégie a changé en Afghanistan et que McChrystal fait de la contre-insurrection. Ça n'a pas l'air de marcher à part une ou deux petites zones dans lesquelles la situation s'est un petit peu stabilisée, sinon il n'y a pas de véritable amélioration. Est-ce que vous pouvez nous dire pourquoi la contre-insurrection ne marche pas aussi bien qu'on pouvait le penser ?

Colonel Benoît Durieux :

Je crois que c'est très difficile de dire si ça marche ou si ça ne marche pas. A mon avis, on ne peut dire si la situation s'améliore ou pas, que sur une période relativement longue. Je vais vous donner deux éléments qui, à mon sens, sont souvent perdus de vue et qui expliquent cette difficulté à porter un regard pertinent sur l'amélioration globale d'une situation.

Le premier, quels sont les indicateurs dont on dispose ? Souvent, c'est le nombre de pertes occidentales, ou même des pertes civiles ou des pertes chez les talibans. Mais en réalité, à partir du moment où on augmente le nombre de forces présentes, il est bien évident qu'on va

avoir davantage d'accrochages et donc davantage de pertes, aussi bien chez nous que chez les adversaires. Premier point.

Deuxième point, si on regarde le nombre d'accrochages, c'est pareil. Si vous regardiez le nombre d'accrochages qu'il y a eu dans la vallée d'Uzbeen, disons, depuis un an, vous constaterez une augmentation extrêmement significative par rapport à ce qui s'était passé l'année précédente. Mais pour quelle raison ? Parce qu'aujourd'hui, on y va. Si je me place du point de vue des insurgés en vallée d'Uzben, la situation s'est carrément aggravée puisque maintenant, on y va, on y est en permanence. Ils n'arrivent plus à être tranquilles. Donc cela s'est aggravé pour eux et s'est amélioré pour nous.

Dire qu'aujourd'hui la situation s'aggrave en Afghanistan me paraît assez rapide. Vraiment, il faut du temps pour porter un regard pertinent là-dessus en tenant compte de ces deux faits : un, on augmente le nombre de troupes donc, mathématiquement, cela va générer plus de combats et, deuxième point, on va dans des zones où on n'allait pas. C'est typiquement, le cas de l'offensive au sud actuellement [opération Moshtarak]. On va dans des zones où on n'allait pas et donc il y a plus d'accrochages, forcément, c'étaient des forces insurgées qui les contrôlaient.

Question :

Sur la stratégie de McChrystal, qui repose très largement aujourd'hui aussi sur l'armée nationale afghane et sur le « lead » qu'elle est censée prendre – pour employer l'expression américaine – sur les opérations en Afghanistan. Est-ce que vous avez le sentiment qu'elle est en train de prendre le lead ?

Colonel Benoît Durieux

C'est certain, que le jour où l'armée afghane sera pleinement en charge et aura pris le lead, cela voudra dire qu'on aura atteint le succès. On n'en est pas encore là. Pour notre part, nous faisons très attention à ce que l'armée afghane soit, sinon à l'initiative des opérations, du moins pleinement associée à la planification des opérations. Elle a, de toute façon, par essence, un droit de veto sur les opérations parce qu'on ne fait pas une opération sans qu'il y ait une participation significative de l'armée afghane.

Je me souviens d'une shura à laquelle j'avais participé, où la population savait qu'il y avait une opération qui se préparait et où elle nous demandait de repousser cette opération pour demander aux insurgés de déposer les armes. Je leur ai dit : « Écoutez, je suis prêt à le faire mais en tout cas, ce n'est pas moi qui décide, c'est le lieutenant-colonel afghan qui est à côté de moi et donc vous allez lui demander parce que c'est lui qui va décider. Moi, je ne suis là que pour l'aider. » Et c'est lui qui a pris la décision.

En Surobi, clairement, on s'inscrivait en appui de l'armée afghane.

Question :

Combien de temps estimez-vous nécessaire pour que l'armée nationale afghane soit réellement autonome ?

Colonel Benoît Durieux

Alors en Surobi, je pense qu'il y a une perspective à moyen terme, une perspective réelle, de donner la responsabilité à l'armée afghane.

Question :

En fonction de ce que vous nous avez raconté sur vos relations avec l'armée afghane et la manière dont vous travaillez avec elle, on pourrait comprendre qu'en fait vous n'avez aucune capacité d'autonomie ou d'initiative ?

Colonel Benoît Durieux

La règle qu'on s'était fixé, parce qu'elle me paraît essentielle, c'est qu'on ne faisait aucune opération sans la participation de l'armée afghane. Quand l'armée afghane me dit non, pour des motifs de disponibilité d'unités par exemple, alors je ne faisais pas l'opération. De plus, chaque opération était étudiée avec l'armée afghane, la planification des opérations, c'est-à-dire décider d'aller opérer dans telle zone à tel moment. On inscrivait en permanence notre action en soutien de l'armée afghane, c'est absolument essentiel.

L'initiative est très importante. Mais simplement elle consiste à proposer au chef de bataillon afghan, que je voyais très régulièrement, qu'est-ce qu'on va faire la semaine prochaine, qu'est-ce qu'on va faire le mois prochain. Je n'étais pas du tout sous ses ordres ou lui n'était pas sous mes ordres. Simplement, j'étais convaincu qu'une opération où il n'y avait que les forces françaises, elle n'était pas très utile. Ce qui est important, c'est de permettre à l'armée afghane de prendre pied dans toutes les zones, d'affirmer le contrôle de l'État afghan et, inversement, l'attrition des insurgés, ça a une efficacité extrêmement limitée.

Question :

Vous avez donc donné le relais à un autre colonel pour six mois. À votre avis, qu'est-ce qu'il peut faire dans les six mois qui viennent ? Qu'est-ce qui peut aller mieux que la situation que vous avez connue ?

Colonel Benoît Durieux

Nous lui avons passé le témoin avec une analyse de situation la plus sincère et la plus précise possible. Moi, je crois qu'il va pouvoir continuer à progresser doucement, parce que c'est toujours très lent dans la vallée d'Uzbeen, vers le Nord. Notamment il y a un chantier en prévision pour poursuivre l'axe qui permet de monter encore plus vers le Nord de la vallée. D'autre part, je sais que l'effort va aussi passer vers le sud de la vallée de Tagab qui fait partie, depuis début novembre, de la zone de responsabilité du bataillon. C'est là, clairement, que les marges de progrès en termes de sécurisation sont les plus importantes et que les besoins sont les plus importants.

LES INSURGES

Question :

Est-ce que vous avez fini par percevoir une forme de coordination entre les mini seigneurs de la guerre dont vous parlez ? Est-ce que vous avez eu le sentiment qu'il y avait une volonté, par exemple, de coordonner une offensive ou de coopérer dans des opérations communes ? Est-ce que vous avez senti une coopération avec Al-Qaïda ?

Colonel Benoît Durieux

Oui, ils y arrivent, en fait dans deux types de circonstances. La première, c'est quand il y a un afflux massif d'argent. Au fond, amener de l'argent, c'est le seul moyen qu'avaient les instances talibanes extérieures (les shuras de Peshawar ou autres) de redynamiser l'insurrection dans notre zone. Donc dans ce cas-là, ils payent tout le monde pour qu'il y ait un accroissement des attaques contre nos forces. Et cela va durer quinze jours. Mais il n'y a pas vraiment de coordination, il y a plutôt simultanément.

Les insurgés ont beaucoup de mal à se coordonner de manière volontariste pour prendre l'initiative parce que là ils ne sont jamais d'accord. Il y a des intérêts qui sont divergents. En fait, ils cherchent tous à prendre le pouvoir dans la zone donc ils ne veulent pas que ce soit un chef local qui en tire le bénéfice. En revanche, quand un combat commence, ils vont appeler les autres et, dans ce cas-là, ils sont capables de se coordonner, très ponctuellement, dans des attaques d'opportunité. En ce qui concerne Al-Qaïda, non, très honnêtement, en Surobi, je n'ai pas constaté leur présence.

Question :

On dit toujours que vous êtes face à des groupes talibans et des groupes d'Hekmatyar. Est-ce que chez Hekmatyar, il y a différents groupes, est-ce que chez les talibans, il y a différents groupes ? Ou finalement il y a deux grands courants ?

Colonel Benoît Durieux

En Surobi – et je pense que c'est un peu partout pareil – il est vrai qu'il y avait le HiG dans une partie de la vallée, dans la partie nord-ouest essentiellement. Dans la partie nord-est, nous avons un autre mouvement. La différence essentielle, en réalité, c'est entre les insurgés locaux – c'est-à-dire ceux qui sont issus des villages de la vallée (90 % à peu près pour autant qu'on puisse l'estimer) – et puis ceux qui viennent de l'extérieur qui sont souvent, alors là plus proches effectivement des mouvements talibans plus durs, plus fondamentalistes et qui viennent précisément pour essayer de fédérer, de redynamiser, d'obtenir plus d'actions.

Alors quand ils arrivent, d'un côté, ce n'est pas très bon parce que ça veut dire qu'il va y avoir plus d'attaques, mais d'un autre côté, on se dit que s'ils éprouvent le besoin d'envoyer des émissaires et de l'argent, c'est que finalement notre action atteint ses buts.

Question :

C'est très difficile d'estimer le nombre des extérieurs (talibans et autres), des insurgés locaux. Est-ce que vous avez quand même une idée de leur nombre ? Combien représentent une menace ? Sur cette aide extérieure, jusqu'où ça peut aller ? un IED, ça coûte tant ? Est-ce qu'une prise d'otage, une attaque, une embuscade ? Est-ce que vous avez réussi à avoir une estimation ?

Colonel Benoît Durieux

C'est vraiment très difficile à dire. D'autant plus que ça bouge et que les gens se déplacent. On estimait que, dans le nord de la Surobi, il y avait entre 100 et 150 combattants permanents. Effectivement ce qui est sûr, c'est que les motivations sont surtout économiques, c'est surtout une crise sociale, à mon sens.

Quant au coût, nous avons des informations selon lesquelles des insurgés qui participaient à un combat touchaient 200 dollars sachant que le salaire mensuel d'un ouvrier est de l'ordre de la centaine de dollars. Et détruire un véhicule blindé, pouvait rapporter de l'ordre de 2 000 dollars. Je ne connais pas la valeur de ces chiffres mais cela me paraît cohérent.

Question :

Qu'est-ce que vous pouvez constater sur la culture de pavot ? Est-ce que c'est vital ? Quelle est la consigne alors et le financement pour les talibans ou les insurgés ?

Colonel Benoît Durieux

Vous avez très peu de pavot en Surobi. Il est sûr que le pavot rapport beaucoup plus que le blé mais il y en avait très peu dans nos zones. Ce n'était donc pas un problème dans notre secteur.

L'EMPLOI DES MOYENS

Question :

Est-ce que vous ne pensez pas que le succès en Afghanistan, dans la zone française en tout cas, repose plus sur ce qu'on appelle les actions indirectes ou les actions non cinétiques que par des déploiements de forces ?

Colonel Benoît Durieux

Très sincèrement, je crois qu'il faut vraiment les deux. Il ne faut pas être angélique non plus. Les actions CIMIC ou les actions de développement, il faut les faire à bon escient. Il faut être sûr de l'endroit où l'on va dépenser l'argent, car on peut penser qu'une partie s'évapore vers les insurgés.

Et il y a des moments où il faut utiliser la force, c'est très clair. C'est important, à la fois dans la culture locale et parce que c'est indispensable. Je crois qu'il ne faut pas être angélique. Il y a un moment où il faut utiliser la force et il y a des moments où il faut savoir la retenir. C'est parfois très difficile de décider entre les deux. En plus, il n'existe pas de parallélisme disant : il y a les actions non cinétiques (suivant un terme anglo-saxon) et puis il y a les actions strictement militaires.

Moi, je crois qu'il y a un objectif politique local. On cherche à asseoir l'autorité du sous-gouverneur, on cherche à faire remonter son autorité de plus en plus loin dans la vallée, on cherche à permettre aux insurgés locaux de déposer les armes, parfois en leur donnant les moyens de sauver la face. Pour atteindre cet objectif politique, de temps en temps, il faut utiliser la force. De temps en temps, il faut l'utiliser de manière ouverte, de temps en temps, de manière dissuasive. Et cet objectif politique local, il est aussi atteint parfois, par des actions CIMIC effectivement.

Question :

Les Tigre ou les Gazelle HOT, ça vous a, entre guillemets, « sécurisé » à travers la progression dans les vallées ?

Colonel Benoît Durieux

Oui, c'est un atout considérable. D'abord, parce que c'est un moyen de renseignement extrêmement utile qui vient en complément des drones dont on a déjà parlé. Ensuite parce que c'est aussi un atout essentiel en termes de dissuasion, les Tigre ont un effet dissuasif certain. Et cela est très important car en réalité une grande partie de notre mode d'action a fonctionné sur la dissuasion. Enfin, c'est un outil essentiel quand on sent que ça peut commencer à aller mal. Et là c'est une arme extrêmement efficace.

Question :

Sur le drone SDTI, vous, en tant qu'utilisateur de ce moyen, qu'est-ce que vous en pensez ?

Colonel Benoît Durieux

Nous l'avons utilisé à de très nombreuses reprises. C'est comme tous les moyens que nous avons à notre disposition, ce n'est pas un outil magique. Ce n'est pas la clef à tous les problèmes, mais c'est souvent une aide appréciable, notamment pendant les accrochages, par exemple, où il est très utile pour essayer de suivre la situation, de voir si d'autres insurgés arrivent dans la zone de l'accrochage. Et donc pour ça, c'est vraiment extrêmement utile.

LES RELATIONS AVEC LA POPULATION

Question :

La population de la vallée rappelle les promesses non tenues ou soi-disant non tenues. Quels sont les besoins qu'elle avance ? Et quelles ont été les réponses qui on pu être apportées ?

Colonel Benoît Durieux

Je pense qu'il y a deux types de besoins en réalité. Il y a un besoin qui est non exprimé mais qui me paraît assez juste et qui est réel, c'est un besoin de reconnaissance, un besoin plutôt de l'ordre du symbolique.

Et il y a des besoins concrets, pour les plus importants, qui ont trait à tout ce qui est tout simplement l'eau et l'adduction d'eau, creuser des puits. C'est un premier type de besoin important. Et le deuxième besoin, majeur et, à mon sens, la clef du succès, c'est la viabilisation des pistes et des routes parce que ce sont des régions qui sont très mal desservies. Il est très difficile d'aller là-haut, en dehors de tout problème de sécurité.

Question :

Quelle est la perception des gens dans la région où vous étiez ? Est-ce qu'ils ont le sentiment que depuis la présence des Français, tout s'améliore, qu'ils ont quelque chose à gagner ou est-ce qu'ils sont tout à fait fatalistes en se disant, un jour, les Français vont partir et ça redeviendra comme avant ?

Colonel Benoît Durieux

C'est difficile à dire parce que les Afghans sont des gens assez secrets et aussi extrêmement polis. Ils m'ont dit qu'effectivement, ils étaient très attachés à notre présence. Ceci dit, je crois que c'est un peu vrai quand même. Il y a quelque chose qui revenait en permanence. Quand cela revient une fois, deux fois, on se dit qu'ils sont vraiment très polis ces Afghans, mais en fait, quand cela revient à chaque fois, finalement, on se dit qu'il doit y avoir un fond de vérité. Ils nous disaient toujours : « Vous, vous avez fait 7 000 kilomètres, loin de vos familles, il faut qu'on vous remercie vraiment de venir vers nous ». Donc, il ne faut pas tout mettre sous le couvert du culturel, d'une sorte de déterminisme qui voudrait qu'une force française ou occidentale soit nécessairement accueillie soit comme des libérateurs, soit, à l'inverse, comme des occupants dans un pays. Il y a aussi les relations humaines qui se créent peu à peu, les relations qui se nouent, une certaine amitié avec les responsables locaux. Pour moi, finalement, c'est ce qui est probablement le plus important.

L'EXPERIENCE PERSONNELLE

Question :

Une question un peu plus personnelle. Vous avez passé six mois dans la vallée de Surobi, à Tora ; vous avez emmagasiné un certain nombre de connaissances, de renseignements, vous avez noué des relations. Six mois, ce n'est pas trop court pour un chef ? Et deuxièmement, comment l'institution capitalise votre expérience ?

Colonel Benoît Durieux

Sur la durée du mandat, je pourrais être assez clair, six mois, c'est évidemment trop court. Il faudrait être là plus longtemps. Mais il y a un compromis évident à trouver avec d'autres problèmes qui sont des problèmes d'organisation, des problèmes de rotation des unités, et des problèmes, par exemple de famille. Six mois, c'est très long pour les familles.

Pour la capitalisation, c'est un élément essentiel. J'y passe beaucoup de temps en ce moment, c'est tout à fait normal. Au sein de mon régiment, j'ai donné des directives pour qu'on puisse tirer partie au maximum de notre expérience : essayer de l'écrire, entraîner maintenant les jeunes légionnaires qui arrivent, les jeunes cadres, à la lumière de ce qu'on a appris là-bas. Et dans le cadre plus large de l'armée de Terre, il y a de très nombreux séminaires auxquels je vais participer, où on essaye de tirer toutes les leçons de cette expérience effectivement très riche.

Question :

Qu'est-ce que vous, vous en avez retiré pour vous-même en tant que militaire ?

Colonel Benoît Durieux

Une très bonne question, très difficile. J'ai surtout mesuré en pratique des choses que je savais de façon purement théorique, j'ai mesuré en pratique à quel point elles étaient vraies.

J'ai mesuré qu'engager une opération militaire réelle, même si on se prépare à ça, même si, avant, on trouve ça exaltant, c'est l'aventure, c'est finalement difficile parce qu'on risque la vie des gens. J'ai mesuré qu'il fallait monter les manœuvres les plus simples possibles parce que la malchance, la friction, ça existe partout. J'ai appris que, en revanche, que je pouvais demander énormément aux légionnaires que je commandais et, souvent, ce qu'ils faisaient dépassait mes attentes. J'ai découvert une société afghane extrêmement respectable, très attachante, avec une densité humaine très forte. J'ai mesuré à quel point il était difficile de décider quand est-ce qu'on va mener une action militaire et quand est-ce qu'on va décider de ne pas la mener. Il n'y avait pas de solutions très simples à des problèmes très compliqués et qui se résolvent dans le long terme.